



FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE GOUVERNEMENT CONFIRME DANS LE PLFSS SA VOLONTÉ DE RÉDUIRE L'OFFRE DE SOINS

Dans un contexte de crise dramatique du système de santé, la ministre des solidarités et de la santé, a contrario des promesses faites dans un contexte social fort, accélère dans le PLFSS les mesures de coupes budgétaires dans les hôpitaux.

Les personnels, soutenus par la population, sont en grève dans de nombreux services pour dénoncer l'implacable logique de réduction des dépenses qui met à mal la prise en soins des usagers dans des conditions dignes, convenables et sécurisées.

S'agissant du volet dépenses de santé, la fixation d'un ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) à 2,3% est plus basse que l'année dernière (2,5 % déjà insuffisants), alors que l'évolution des dépenses de santé est évaluée par l'Etat à 4,4 % par an !!!

Le scandale continue : Scandale d'un ONDAM hospitalier à 2,1 % qui ne peut à lui seul suffire aux exigences et besoins de santé... C'est une véritable provocation après 6 mois de mobilisations. Elle témoigne d'un mépris des personnels, et d'un déni des difficultés de notre système de santé dans son ensemble. Pour la CGT, le sous-ONDAM « Etablissements de santé » doit croître de 5% au minimum. Nous demandons la suppression de la taxe sur les salaires qui permettrait de dégager 4 milliards d'euros pour l'Hôpital public.

A l'hôpital, il y a urgence à répondre aux revendications des personnels, que ce soit en termes d'effectifs, d'ouvertures de lits ou de rémunérations. Et dans le même temps ce gouvernement fait un choix clairement politique en attribuant 2,4 % aux soins de ville et donc au secteur libéral.

Dans le budget 2020 de la Sécu, les hôpitaux publics, déjà en difficultés financières, devront encore faire 800 millions d'euros d'économies.

Le ministère assume son choix par la volonté de poursuivre le virage ambulatoire à l'hôpital, virage qui doit générer des économies et par conséquent accélérer les fermetures de lits.

Ce PLFSS signe la poursuite d'une rupture politique avec la simple réponse aux besoins de santé de la population.

La CGT appelle ses syndicats à interpeller partout sur le territoire les députés qui vont voter ce PLFSS et donc être responsables de ce que va devenir l'hôpital partout en France.

Le gouvernement continue à inviter à des réunions de « concertation » dans lesquelles les décisions sont déjà prises. L'absence de dialogue social est un des symptômes d'un refus délibéré d'infléchir une politique de réduction de l'offre et de l'accès aux soins par des mesures d'économies.

La CGT ne participera plus à ces simulacres de discussions et appelle les agent.e.s, les salarié.e.s, à manifester le 8 octobre pour la journée spéciale « retraité.e.s et prise en charge de la dépendance » et le 15 octobre, avec les sapeurs-pompiers pour un meilleur financement des services publics de santé et de secours qui réponde aux besoins de la population.

Montreuil, le 4 octobre 2019.

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

62/19

Tél : 01.55.82.87.88
Fax : 01.55.82.87.74
E-Mail :
sg@sante.cgt.fr